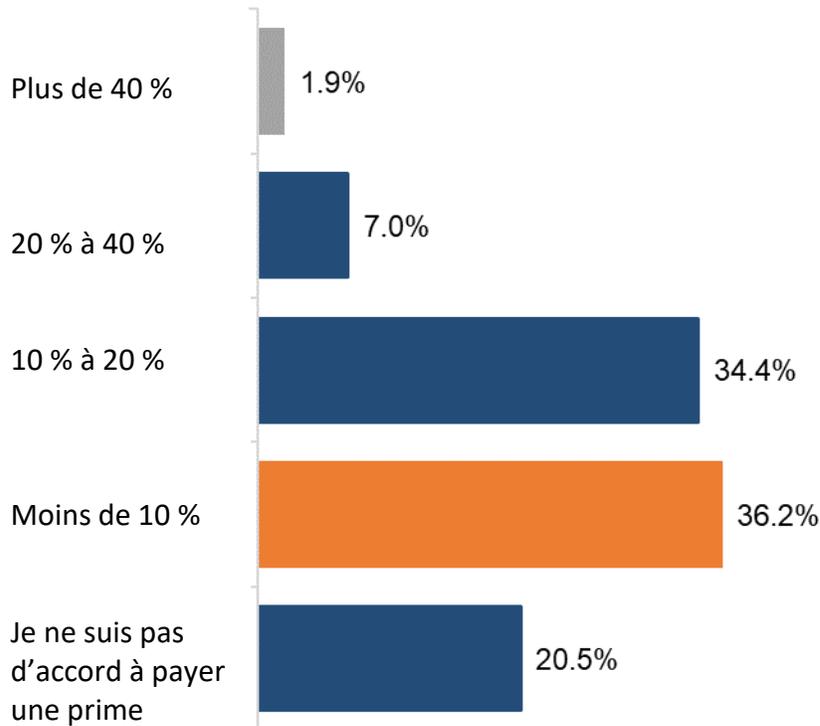


Une nouvelle étude suggère que 4 Canadiens sur 5 sont prêts à payer une prime pour des produits « cultivés localement », tandis que peu de gens considèrent la provenance comme un facteur décisionnel important

Quelle prime êtes-vous prêt à payer pour des produits frais cultivés localement?



HALIFAX (N.-É.) (22 octobre 2020) – Avant la pandémie de la COVID-19 qui perturbe les chaînes d’approvisionnement et entraîne des répercussions sur les habitudes d’achat, les ménages canadiens devaient dépenser 12 667 \$ en aliments en 2020.¹ À la suite de l’impact sur la chaîne d’approvisionnement, la pandémie a poussé les gouvernements à considérer l’autonomie **alimentaire** comme une priorité et à examiner davantage les chaînes d’approvisionnement locales. Cette étude a été conçue pour évaluer la volonté des

consommateurs de payer davantage pour des aliments cultivés localement ainsi que leurs perceptions des cultures en serre. On tente aussi d’identifier les facteurs que les gens considèrent lors de l’achat de produits, les endroits où les produits sont cultivés, et le degré d’importance des fruits et légumes dans leur alimentation. Ce sondage a été mené en partenariat avec **Caddle** et **10 266 Canadiens** ont été interrogés au début d’octobre 2020.

Le sondage s’est d’abord penché sur la façon dont les Canadiens définissent les aliments locaux. Selon **l’Agence canadienne d’inspection des aliments**, les aliments locaux sont considérés comme tels s’ils sont cultivés dans la province où ils sont vendus ou lorsqu’ils traversent les frontières provinciales, s’ils sont vendus à moins de 50 km de la province où ils ont été cultivés.²

¹ Prix des aliments au Canada Rapport 10^e édition (2020). Université Dalhousie et Université de Guelph.

² Agence canadienne d’inspection des aliments (n.d.) *Politique provisoire sur les revendications alimentaires locales*. Extrait de <https://www.inspection.gc.ca/food-label-requirements/labelling/industry/origin-claims-on-food-labels/local-food-claims/eng/1368135927256/1368136146333>

Laboratoire des sciences analytiques en agroalimentaire

Faculté d’agriculture | Université Dalhousie

Campus agricole | Po Box 550 | Truro Nouvelle-Écosse B2N 5E3 Canada | aal@dal.ca

dal.ca/aal

Auparavant, les aliments ne pouvaient être considérés comme locaux que s'ils étaient vendus à moins de 50 km de l'endroit où ils étaient produits ou dans la même municipalité ou dans une municipalité adjacente.³ **La définition de ce qu'est un produit local varie grandement à travers le pays.**

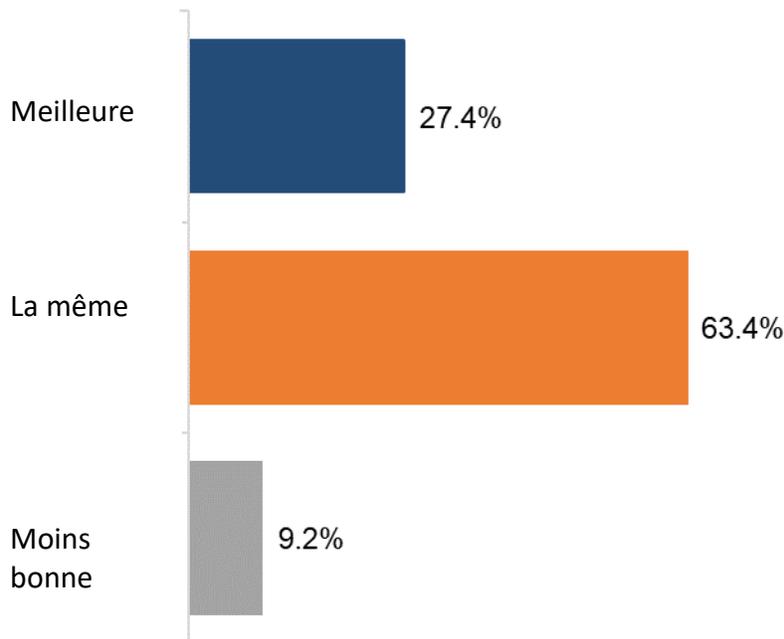
Dans les **provinces de l'Atlantique** et dans les **provinces des Prairies**, la plupart des gens interrogés affirment que si la nourriture est cultivée dans la province, elle est considérée comme locale, tandis que les consommateurs de la **Colombie-Britannique**, de **l'Ontario** et du Québec sont plus susceptibles de considérer que seuls les aliments cultivés dans leur propre **région** sont locaux.

Les résidents de **l'Île-du-Prince-Édouard** considèrent que les produits locaux doivent être canadiens. En effet, 38,4 % des résidents de **l'Île-du-Prince-Édouard** considèrent la provenance des fruits et légumes comme étant le facteur le plus important, le plus haut taux au pays.

Lorsqu'ils décident des **fruits et légumes** à acheter, **79,5 % des Canadiens sont prêts à payer une prime pour les produits cultivés localement**. Toutefois, **seulement un Canadien sur quatre (25,0 %) considère que l'endroit où les aliments sont cultivés est très important**. Il existe donc un paradoxe à l'achat local. Autrement dit, la plupart veulent payer plus, mais peu sont activement à la recherche d'occasions pour le faire. **Le prix**, sans surprise, est le facteur le plus déterminant pour les Canadiens, avec près de la moitié (47,8 %) citant le prix des fruits et légumes comme le facteur le plus déterminant.

³ Ibid.

Quelle est la qualité et la valeur des fruits et légumes cultivés dans des serres ou des fermes sur les toits, par rapport aux aliments conventionnels cultivés sur terre?



Parmi les facteurs que les gens estiment importants lorsqu'ils choisissent les produits à acheter, les **femmes** sont plus susceptibles que les **hommes** de tenir compte du goût et de l'endroit où la nourriture a été cultivée. Parmi les personnes sondées, 30,1 % des femmes ont constaté que le **goût** était un facteur important lorsqu'elles magasinaient des produits. Tandis que 25,6 % des femmes ont trouvé important l'endroit où **les produits étaient cultivés**, comparativement à 25,1 % des hommes qui jugeaient le **goût** important et 22,7 % qui jugeaient que l'endroit de culture était important.

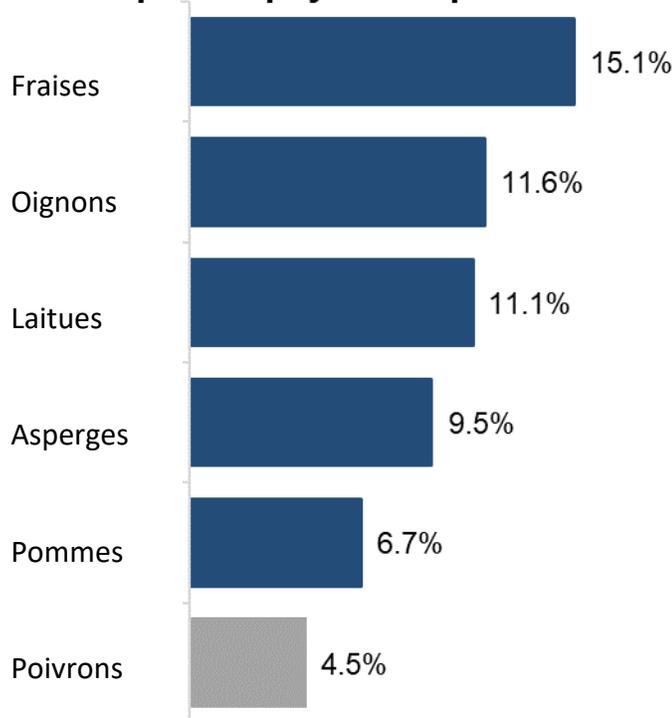
Plus de la moitié des gens enquêtés (51,6 %) sont d'accord ou fortement d'accord avec l'énoncé « **Je paierais une prime pour la production fraîche hors saison cultivée localement dans les serres (ou en utilisant d'autres technologies) par rapport aux alternatives importées** » alors que seulement 18,3 % sont en désaccord ou fortement en désaccord avec l'énoncé.

Bien que 20,5 % des gens sondés aient déclaré ne pas être disposés à payer une prime pour les produits frais cultivés localement dans une question antérieure.

Les jeunes Canadiens sont plus disposés à payer une prime pour les produits cultivés localement. Plus de la moitié de la **Génération Z** est prête à payer une prime supérieure à 10 % pour les produits cultivés localement, et seulement 15,9 % de cette génération déclarent ne pas être disposée à payer une prime quelconque. **Les baby-boomers** sont les moins disposés à payer une prime, puisque 25 % des gens interrogés de cette catégorie d'âge ont déclaré ne pas être d'accord à payer une prime et seulement 38 % sont prêts à payer une prime supérieure à 10 %. L'enquête a également porté sur différents produits.

Fait intéressant, la **fraise est** le produit pour lequel les Canadiens sont les moins susceptibles de vouloir payer une prime si elles sont cultivées localement.

Parmi les fruits et légumes frais suivants, lesquels êtes-vous le moins disposé à payer une prime?



Les grandes épiceries sont la principale source d’approvisionnement de produits pour la plupart des Canadiens, 74,9 % des gens sondés affirment y obtenir la plupart de leurs produits. Seulement 10,8 % achètent la plupart de leurs produits sur les marchés fermiers. Parmi ceux qui se tournent vers les **marchés publics**, le prix reste une priorité, mais l’aspect naturel et biologique des aliments est plus important que leur provenance.

Comparativement à ceux qui fréquentent les **grandes épiceries**, les gens qui vont dans les

marchés publics sont moins susceptibles de considérer les fruits et légumes comme une partie importante de l’alimentation de leur ménage, puisque 88 % de ceux qui magasinent dans les grandes chaînes d’épiceries sont d’accord ou fortement d’accord avec l’énoncé selon lequel « les fruits et les légumes sont une partie importante de l’alimentation de mon ménage », comparativement à 61 % de ceux qui magasinent principalement dans les marchés publics.

La plupart des gens enquêtés perçoivent les produits cultivés dans les serres comme étant de la même qualité que les produits cultivés de façon conventionnelle, **63,4 % d’entre eux les trouvent de la même qualité**, 27,4 % disent qu’ils sont meilleurs et seulement 9,2 % disent qu’ils sont moins bons. Seuls les gens sondés qui cultivent leurs propres produits affirment que ceux cultivés en serre sont moins bons que ceux produits de façon conventionnelle, avec 24,7 % affirmant qu’ils étaient moins bons par rapport à 15,9 % avouant qu’ils étaient meilleurs que ceux issus de la culture conventionnelle. Ceux qui s’approvisionnent dans les magasins **indépendants** avaient la plus haute opinion des cultures en serre, avec 38,9 % disant qu’elles sont de meilleure qualité par rapport à 8,8 % disant qu’elles étaient de moins bonne qualité.

Les résultats de ce sondage doivent être pris avec une certaine prudence, car les gens peuvent être plus enclins à dire qu'ils paieraient une prime pour les produits locaux lorsqu'on leur demande et prendre une décision différente lorsqu'ils sont confrontés à des alternatives moins chères à l'épicerie. Les options locales peuvent ne pas être facilement étiquetées ou faciles à trouver pour les consommateurs, et ne peuvent pas être disponibles, ce qui signifie qu'il peut y avoir d'autres obstacles à l'achat local autre que le coût pour les consommateurs. Toutefois, cette étude fournit des preuves pour une volonté de payer les produits locaux chez les consommateurs.

Fin du rapport. Plus de données/résultats disponibles sur demande.

Méthodologie : Au total, 10 266 Canadiens ont été interrogés. Panneau Omnibus, **Caddle**, octobre 2020. L'échantillon comporte une marge d'erreur de +/- 1,2 point de pourcentage, 19 fois sur 20. Les écarts entre les totaux sont dus à l'arrondissement. Les données ont été recueillies par Caddle.

Approbation du Conseil d'éthique de la recherche : No. 2020-5215.

Divulgation : Le financement de ce sondage a été fourni par Caddle (<https://getcaddle.com/partners/solutions/>) et l'Université Dalhousie.

Équipe de recherche :

Shannon Faires (Shannon.faires@dal.ca)

Associée de recherche, Laboratoire des sciences analytiques en agroalimentaire, Université Dalhousie

Dr. Sylvain Charlebois (Sylvain.charlebois@dal.ca)

Directeur, Laboratoire des sciences analytiques en agroalimentaire, Université Dalhousie